

L'arabe enseigné en classe : la France y pense

Enseigner l'arabe à l'école, c'était la proposition d'André Flahaut (PS) en février dernier. Aujourd'hui, c'est le ministre français de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, qui assure vouloir développer cet apprentissage à l'école. La droite (surtout radicale) a mal accueilli la réflexion, alors que la question a déjà occupé d'autres gouvernements de droite comme de gauche.

NI ENCOURAGÉ, NI DÉCOURAGÉ

Cela pourrait-il relancer l'idée chez nous ? Eh bien... Non ! Au cabinet de la ministre de l'Éducation, on se limite à dire que « *Marie-Martine Schyns n'encouragera pas les écoles, ni ne les découragera à lancer un cours d'arabe* ». On y rappelle que l'arabe est une langue moderne qui peut être enseignée au 2^e ou 3^e degré du secondaire (3^e à 6^e année), comme activité complémentaire (2 périodes par semaine) ou option de base simple

(4 périodes). Cela relève de l'autonomie des pouvoirs organisateurs (en concertation avec les autres PO de leur zone) et l'option ne peut être ouverte que s'il y a 8 élèves inscrits au 1^{er} octobre de l'année de création. Une expérience avait été tentée à l'athénée de Woluwe-Saint-Lambert, mais sans succès.

Que pense André Flahaut de la sortie du ministre français ? « *Elle rencontre ce que j'avais formulé en février. Dans les deux cas, l'intention est de faciliter l'apprentissage de cette langue sur une base volontaire, comme pour le chinois ou le russe. Le but est de faire changer le regard sur une langue, sur ses locuteurs et leurs cultures. Je constate que nos propositions ont donné lieu à des raccourcis, des caricatures xénophobes et des insultes, venues de la droite et de l'extrême droite, notamment. C'est très regrettable. Il y a, en Belgique comme ailleurs en Europe, une libération de la parole raciste, fasciste même. Il y a aussi beaucoup de préjugés. Malgré tout, de nombreux citoyens m'ont témoigné de leur soutien et de leur intérêt pour l'apprentissage de l'arabe. Je m'en réjouis.* » ●

D.SW.